Vulgarisation agricole

LE TEMPS DU CHANGEMENT

METTRE LES CONNAISSANCES AU SERVICE DE L'ACTION POLITIQUE POUR UNE MEILLEURE PRODUCTION ALIMENTAIRE

“Il s’agit de changer la manière de travailler et de s’assurer que les réformes engagées sont rentables et durables.”

Michael Hailu,
Directeur du CTA

La Conférence internationale sur les « *Innovations dans les services de vulgarisation et de conseil : Mettre les connaissances au service des politiques et des actions en faveur de l’alimentation et des moyens de subsistance* » a été organisée par le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA), le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS), l’Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), le Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD), le Centre international pour la recherche agricole orientée vers le développement (ICRA) et le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), en collaboration avec plusieurs partenaires nationaux, régionaux et internationaux, dont le Réseau africain pour l’enseignement de l’agriculture, l’agroforesterie et la gestion des ressources naturelles (ANAFE), le Forum des Amériques sur la recherche agricole et le développement technologique (FORAGRO), l’Institut de recherche agricole du Kenya (KARI), le ministère kényan de l’Agriculture, l’Initiative européenne en faveur de la recherche agricole pour le développement (EIARD), le Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR), l’Université des Antilles occidentales (UWI) et les universités du Pacifique Sud (UPS), d’Hohenheim et de Wageningen (WUR).

© CIMMYT

© Gates Foundation

Rédaction
Charlie Pye-Smith

Relecture
Prof Niels Rölings
(Université de Wageningen, Pays-Bas)
Prof Volker Hoffmann
(Université de Hohenheim, Allemagne)

Supervision éditoriale
Kristin Davis, GFRAS
Judith Francis, CTA
Arno Maatman, ICRA
Myra Wopereis-Pura, FARA

Équipe éditoriale du CTA
Thierry Doudet
Stéphane Gambier
Armelle Degrave

Création graphique
Stéphanie Leroy

Révision des textes
Jacques Bodichon
David Dunn

Traduction
Stéphane Cabre

Crédit photos
1ère de couverture :
Haut : © Neil Palmer, CIAT
Bas : © Tous droits réservés
Dernière de couverture :
© Visionfund

Impression
DIGIGRAFI BV

ISSN
2212-6384

SOMMAIRE

4 INTRODUCTION
En quête d'un avenir meilleur

8 CHAPITRE 1
Vue d'ensemble

16 CHAPITRE 2
Repenser l'agenda des réformes

24 CHAPITRE 3
Une déclaration d'intention

28 APPENDICE
Déclaration de Nairobi sur les services de vulgarisation et de conseil

En quête d'un avenir meilleur

Sur le milliard de personnes les plus pauvres de la planète, les trois quarts vivent dans des zones rurales et une large majorité d'entre eux sont tributaires de l'agriculture pour leur subsistance et leur survie. Encourager la croissance du secteur agricole est donc l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre la pauvreté et de réduire la faim et la malnutrition. Les petits exploitants agricoles, les pêcheurs et les éleveurs produisent 50 à 80 % des denrées de base consommées dans les pays en développement, mais nombre d'entre eux ne sont pas aidés de manière adéquate par les services de recherche, de vulgarisation et de conseil. Ces producteurs ruraux doivent être soutenus pour pouvoir améliorer leurs connaissances et leurs compétences, et ainsi tirer profit des nouvelles technologies, politiques et opportunités de marché.

La revitalisation des services de vulgarisation et de conseil était le thème central de la Conférence internationale sur les innovations dans les services de vulgarisation et de conseil, qui s'est tenue à Nairobi, en novembre 2011, et a réuni plus de 450 délégués (agriculteurs, agents de vulgarisation, chercheurs, responsables politiques et représentants d'organisations de développement) en provenance de 85 pays. Les participants ont pu partager leurs connaissances et leurs expériences, et identifier les moyens de réformer les services de vulgarisation et de conseil au profit des petits exploitants agricoles.

© J. Lyell/Alamy

Des services de vulgarisation et de conseil efficaces peuvent aider les petits exploitants agricoles, comme cette femme à Iganga, en Ouganda, à augmenter les rendements de leurs cultures.

LE TEMPS DU CHANGEMENT EST ARRIVÉ

«Cette conférence ne pouvait pas arriver à un meilleur moment», a déclaré Kareke Mbiuki, ministre adjoint de l'Agriculture (Kenya), aux délégués dans son allocution. «L'une des causes profondes de la faible productivité en Afrique est le manque de performance des services de vulgarisation et de conseil agricoles, ainsi que le soutien financier limité qu'ils reçoivent.»

Le Kenya et les pays limitrophes ont traversé des temps dificiles, a-t-il expliqué. Il y a eu évidemment la crise permanente qui sévit dans la Corne de l'Afrique. Treize millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence durant les derniers mois de l'année 2011 pour faire face aux effets conjoints de la sécheresse et des conflits armés. Les éleveurs ont perdu plus de 60 % de leur bétail, et des centaines de milliers de réfugiés se sont entassés dans des camps surpeuplés près de la frontière somalienne.

Les catastrophes humanitaires attirent l'attention du monde entier mais les défis permanents auxquels les agriculteurs et les consommateurs sont confrontés revêtent une importance toute aussi grande pour notre bien-être futur. Pour ne citer qu'un seul exemple, les prix des denrées alimentaires ont connu des augmentations spectaculaires en 2010. Divers facteurs en sont la cause. De toute évidence, les mauvaises

"La vulgarisation agricole consiste à partager les résultats de la recherche et les savoir-faire avec les agriculteurs, mais aussi à les aider à exploiter une plus large part de la chaîne des valeurs."

Michael Hailu, directeur du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA), Pays-Bas

© S.Torfinn/Panos

Un phytopathologiste examine une feuille malade dans une clinique des plantes, dans le village kényan de Wangigi. Ce type de cliniques est mis en place et géré par le Centre for Agricultural Bioscience International.

récoltes dues à la sécheresse, aux inondations et aux imprévus météorologiques dans les pays exportateurs de céréales ont entraîné une réduction de l'offre, et la facture des importations de denrées alimentaires des pays à faible revenu et à déficit alimentaire a par conséquent augmenté de 20 %. Des dizaines de millions de personnes se sont ajoutées au milliard d'individus souffrant déjà de la faim. Un an plus tard, les prix mondiaux des denrées alimentaires dépassaient de 19 % ceux enregistrés à la même période l'année précédente. Conséquence : une aggravation de la faim et de la malnutrition dans de nombreux pays en voie de développement.

La croissance de la population rend le défi de la lutte contre la faim plus difficile à relever. Aujourd'hui forte de 7 milliards d'individus, la population mondiale franchira le seuil des 9 milliards en 2050. Pour répondre à la croissance démographique, la production alimentaire mondiale devra augmenter d'au moins 70 % au cours des quatre prochaines décennies. D'autres défis restent cependant à relever : le changement climatique, qui menace de diminuer le rendement des cultures, les pertes post-récolte élevées, la dégradation de l'environnement et le chômage galopant en milieu rural.

Après des décennies de sous-investissement dans l'agriculture, les gouvernements et les donateurs s'accordent désormais à reconnaître la nécessité d'établir des politiques et institutions adéquates, d'accroître le soutien financier, d'améliorer l'accès aux nouvelles connaissances, aux compétences et aux marchés. La réforme des services de vulgarisation devrait faire partie intégrante d'une série de mesures pour aider les petits exploitants agricoles à améliorer leur productivité, accroître leurs revenus et contribuer à la sécurité alimentaire. «Il s'agit de changer la manière dont ils travaillent et de s'assurer que les réformes engagées sont rentables et durables», a déclaré M. Michael Hailu, directeur du CTA, en guise de propos liminaires.

Dans de nombreux pays, les systèmes de vulgarisation ont subi de profonds changements au cours des vingt dernières années : d'une approche centralisée, on est passé à une approche qui encourage de nombreuses organisations à collaborer étroitement avec les agriculteurs enfin perçus comme des partenaires égaux. Cette conférence a permis de faire progresser la réflexion sur les enseignements tirés d'un large éventail d'expériences.

© Tous droits réservés

Les intervenants principaux lors de la conférence de Nairobi sur la vulgarisation. De gauche à droite : Judith Francis, coprésidente de la conférence, Michael Hailu, directeur du CTA, ainsi que les responsables thématiques Myra Wopereis-Pura, Kristin Davis et Arno Maatman.

INVENTAIRE DE LA SITUATION

A côté des sessions plénières, des discussions thématiques ont permi d'aborder de manière plus participative les questions de politiques, de développement des capacités, d'outils, d'approches et de réseaux d'apprentissage. Suite à l'appel à contributions lancé avant la conférence, le comité de pilotage avait reçu quelque 400 résumés, parmi lesquels une centaine ont ensuite été sélectionnés pour être présentés lors des discussions thématiques. Au cours des mois qui ont précédé la conférence, plus de 70 personnes ont participé à des discussions en ligne sur les quatre thèmes prin-

cipaux. Au programme de la conférence, figuraient également des tables rondes, des petits groupes de discussion, des visites sur le terrain (à Nairobi et dans sa périphérie) et une cérémonie de remise de prix pour les journalistes lauréats du concours organisé avant la conférence.

Pendant la semaine, les délégués ont pu faire le point sur les initiatives et les opportunités prometteuses, définir et promouvoir les mécanismes permettant de diffuser à une plus grande échelle les modèles ayant porté leurs fruits, et examiner les types de politiques et pratiques de vulgarisation qui pourraient accroître la productivité agricole, réduire la faim et améliorer les moyens de subsistance de millions de petits exploitants agricoles. Les résultats de la conférence sont énoncés dans la Déclaration de Nairobi qui figure à la fin de ce livret. «Cette déclaration est un appel à la mobilisation des décideurs politiques et des praticiens du secteur», a déclaré Judith Ann Francis, coordinatrice de programme sénior Politiques Sciences & Technologies au CTA, l'une des coprésidentes de la conférence et l'animatrice du groupe thématique sur les politiques. «Des services de vulgarisation efficients, efficaces et axés sur la demande sont essentiels pour accroître la productivité et les revenus des petits exploitants agricoles du monde.» ■

"Au Kenya comme dans la plupart des pays d'Afrique, l'agriculture est l'épine dorsale de l'économie et la principale source d'emplois et de devises étrangères. Croissance agricole va de pair avec croissance économique, d'où la nécessité de disposer de bons services de vulgarisation."

Kareke Mbiuki, ministre délégué à l'Agriculture, Kenya

© S.Beccio/IFAD

Des étudiants et des formateurs de formateurs sur une parcelle expérimentale du champ-école paysan de Ngororero (Rwanda). Les paysans découvrent l'intérêt de l'adoption de la gestion intégrée des ravageurs pour tester des variétés de maïs (Projet d'appui au Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture).

© NESTLE

Les champs-écoles paysans ont eu un succès considérable en aidant les paysans à acquérir de nouvelles compétences. Ici, un champ-école soutenu par Nestlé forme des agriculteurs afin qu'ils améliorent leur récolte du cacao.

Vue d'ensemble

Durant les années 1960 et 1970, les services de vulgarisation et de conseil agricoles financés et gérés par l'État ont joué un rôle clé dans l'augmentation de la productivité agricole. Cependant, des programmes d'ajustement structurel, dans les années 1980 et 1990, ont conduit à un déclin important des fonds disponibles – ce dont les agriculteurs ont pâti. Il est désormais largement accepté qu'il est nécessaire de trouver un nouveau modèle de prestation des services. Celui-ci devra être pluraliste – avec un rôle important joué par le secteur privé – et orienté vers la demande. Idéalement, les services de vulgarisation devraient être fournis gratuitement aux petits exploitants agricoles.

Comparons la productivité agricole en Afrique subsaharienne avec celle en Asie de l'Est. En 1961, le rendement moyen de la production céréalière était d'environ 1 tonne par hectare en Afrique subsaharienne et de 1,4 tonne en Asie de l'Est. En Afrique subsaharienne, les rendements ont à peine augmenté depuis. En Asie de l'Est, en revanche, les agriculteurs produisent en moyenne aujourd'hui plus de 5 tonnes à l'hectare. La faible productivité agricole est étroitement liée aux niveaux élevés de la pauvreté et de la faim. Entre 1981 et 2005, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar américain par jour en Afrique subsaharienne est passé de 212 à 388 millions ; en Asie de l'Est, leur nombre a chuté de 1 071 à 316 millions.

"Les services de vulgarisation en Afrique subsaharienne doivent être considérés comme un bien public, sachant que les petits exploitants agricoles n'ont pas les moyens de se les offrir."

Romano Kiome, secrétaire permanent, ministère kényan de l'Agriculture

«Nous qui travaillons dans les secteurs de la vulgarisation et de la recherche avons échoué à donner à notre population ce qu'elle est en droit d'attendre», a déclaré Monty Jones, directeur exécutif du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Selon lui, la proportion de la population souffrant de malnutrition en Afrique subsaharienne n'a diminué que de 1 % au cours des deux dernières décennies. «L'Afrique est à la traîne en matière d'innovation», a-t-il indiqué. M. Jones rappelle que la vulgarisation a été intégrée au sein du cadre de référence de l'Union africaine, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA). «Nous pensons qu'en améliorant la coordination des activités de vulgarisation il sera plus facile de bâtir des synergies avec la recherche et l'éducation pour générer la base de connaissances nécessaire à la transformation de l'agriculture», a-t-il déclaré.

70 %

La production alimentaire doit augmenter de ce pourcentage d'ici 2050 afin de pouvoir répondre à la croissance démographique.

Dans les années 1960 et 1970, les services de vulgarisation et de conseil dirigés et financés par l'État ont joué un rôle majeur dans la diffusion des informations et des nouvelles technologies auprès des agriculteurs. Ces services ont entre autres fourni des conseils et un soutien qui ont contribué à impulser la révolution verte en Asie. Toutefois, les programmes d'ajustement structurel mis en œuvre par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont conduit à une réduction significative des fonds disponibles pour la prestation des services agricoles. Dans le même temps, la part de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture a chuté de 17 % en 1980 à 3 % en 2006. Cela a eu des conséquences profondes sur les services nationaux de vulgarisation et de conseil. Autrefois, dans de nombreux pays en développement, il y avait en moyenne un agent public de vulgarisation pour 300 agriculteurs ; aujourd'hui, on en compte un pour 1 500 à 3 000. Bien sûr, le simple fait d'avoir un grand nombre d'agents de vulgarisation ne garantit nullement la croissance agricole.

UNE NOUVELLE FAÇON DE FAIRE LES CHOSES ?

Selon Volker Hoffmann, économiste agricole et expert en vulgarisation à l'Université d'Hohenheim, en Allemagne, les gouvernements ne devraient pas être directement engagés dans la prestation de services de vulgarisation, lesquels pourraient être mieux gérés par des entités juridiques privées. Les services publics de vulga-

© Neil Palmer/CIAT

Les téléphones mobiles permettent aux agriculteurs d'avoir accès à l'information qui peut les aider à améliorer leurs moyens d'existence et leurs pratiques agricoles. Ici, une paysanne à Kibirichia, au Kenya.

risation souffrent encore d'un certain nombre de faiblesses. Ils tendent à être bureaucratiques et inefficaces. Au lieu de consulter les agriculteurs pour connaître leurs besoins, les agents publics de vulgarisation décident généralement de ce qui est le mieux pour eux. Par ailleurs, des conflits de rôles surgissent fréquemment, avec des agents publics de vulgarisation qui interviennent en tant que conseillers, policiers et arbitres pour décider de l'octroi de subventions ou d'autres aides aux agriculteurs. Cela se traduit inévitablement par un manque de confiance entre les agents de vulgarisation et les agriculteurs.

«Il y a de fortes raisons pour soutenir la création de systèmes pluralistes de prestation, qui soient participatifs et orientés vers la demande», a déclaré M. Hoffmann. Deux règles doivent être suivies : «éviter les conflits de rôles» et «pas de vulgarisation sans contenu». Selon M. Hoffmann, l'État devrait continuer de jouer son rôle dans la détermination des politiques, la réglementation sur la façon dont les services de vulgarisation opèrent, tout en s'assurant que de bons conseils soient prodigués aux agriculteurs. Il devrait toutefois réduire son engagement direct dans la fourniture de services ou d'intrants aux agriculteurs. D'autres prestataires de services, tels que des sociétés privées et des organisations non gouvernementales, pourraient s'en charger. «Cela doit être un processus graduel», a-t-il précisé. « On ne peut y parvenir du jour au lendemain.»

Questions scientifiques. Eton Codling, un pédologue, évaluant la croissance du maïs dans un champ expérimental.

Le président brésilien Lula Da Silva est à l'origine, en 2004, d'une politique de vulgarisation efficace ayant ciblé l'agriculture familiale. Le budget est passé de 100 millions $US à 250 millions $US.

© S. Boness/Panos

© J.Lyell/Alamy

Les programmes de microcrédit – celui-ci à Freetown, en Sierra Leone – ont apporté un soutien indispensable aux petits exploitants agricoles des pays en développement.

Les participants à la conférence de Nairobi ont unanimement reconnu la nécessité de fournir des services de vulgarisation entièrement gratuits aux petits exploitants. Les agriculteurs commerciaux à part entière (ou «émergents») devraient en revanche payer pour ces services. Il est clair que ces deux groupes ont des besoins différents. Les agriculteurs commerciaux auront besoin d'une formation en entrepreneuriat et de conseils qui les aideront à améliorer leur position dans les chaînes de valeur (en transformant le cacao en chocolat ou en proposant des légumes frais préemballés à l'industrie du tourisme d'accueil, par exemple). Les petits exploitants, en revanche, ont besoin d'informations tant techniques que financières et commerciales, ainsi que d'une assistance pour les aider à passer d'une production de subsistance à des activités de nature plus commerciale.

Sans aucun doute, cela a été l'un des leitmotiv durant la conférence de Nairobi : l'agriculture de subsistance ne doit être qu'un phénomène temporaire. Cela étant, pour permettre la transition, les pauvres des zones rurales ont besoin de davantage que des conseils agricoles de haute qualité. Il convient également de leur offrir un accès à l'éducation, aux services de santé, aux transports, aux moyens de communication, au crédit et aux marchés rémunérateurs. Autrement dit, la vulgarisation agricole doit faire partie intégrante d'un programme plus large destiné à stimuler la croissance tant du secteur agricole que de l'économie rurale non agricole.

UN MODÈLE POUR L'AVENIR

Au cours de la dernière décennie, le Brésil a réalisé des progrès remarquables dans la poursuite de ses objectifs de développement. Entre 2003 et 2011, 33 millions de personnes (sur une population qui en compte 180 millions) ont pu se hisser au-dessus du seuil de pauvreté ; 22 millions de personnes supplémentaires sont en train de leur emboîter le pas. Une grande partie des 4,5 millions d'agriculteurs familiaux brésiliens sont parvenus ces dernières années à accroître leur production et à améliorer leurs revenus. Au Brésil, le projet «*Fome Zero*» (Faim Zéro) et un programme de vulgarisation axé sur les agriculteurs familiaux ont été au cœur de cette réussite.

"En Afrique subsaharienne, les rendements agricoles continuent à ne représenter que le quart de la moyenne mondiale. C'est inacceptable. La stratégie de l'AGRA vise à impulser une révolution agricole spécifiquement africaine, à travers des approches innovantes permettant de tisser des liens entre les petits producteurs et les services agricoles du secteur privé, les chaînes de valeur et les innovations technologiques."

Namanga Ngongi, président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Kenya

«Dans les années 1970, nous avions un système de vulgarisation très efficace pour promouvoir le secteur agro-industriel», a déclaré Ben Corrêa da Silva, président de l'Académie brésilienne de vulgarisation rurale. Toutefois, les agriculteurs familiaux, qui produisent 87 % du manioc du Brésil, 70 % de ses haricots et 58% de son lait (les aliments de base consommés par la plupart des Brésiliens), n'ont reçu aucune assistance – ou très peu – malgré leur contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'économie.

La situation a changé lorsque le gouvernement dirigé par Inácio Lula da Silva a adopté une politique de vulgarisation ciblant spécifiquement les agriculteurs familiaux. La politique

3 %

La part de l'aide officielle pour le développement consacrée à l'agriculture en 2006. Ce chiffre était de 17 % en 1980.

La vulgarisation accroit le pouvoir d'influence des producteurs

© Picture Contact BV/Alamy

Des agricultrices travaillant dans un champ dans le Burundi rural. Christine est dépendante de l'agriculture pour son revenu et son alimentation. Elle a, dans le cadre d'un programme agricole local, suivi des cours sur l'irrigation des sols et la commercialisation des céréales. Elle est désormais professeur d'un groupe d'agriculteurs et enseigne à ses collègues ce qu'elle a appris.

33 millions

Le nombre de personnes qui sont sorties de la pauvreté au Brésil entre 2003 et 2011 – grâce notamment aux réformes des services de vulgarisation et de conseil agricoles du pays.

de 2004, qui définit la vulgarisation comme un service de formation continue et non formelle, a encouragé une approche pluraliste avec l'implication des ONG, des associations paysannes et des services gouvernementaux, entre autres, dans la prestation des services de vulgarisation, entièrement gratuits pour les agriculteurs. Le gouvernement a joint le geste à la parole : entre 2004 et 2009, le budget alloué à la vulgarisation est passé d'un peu moins de 50 millions de reais (100 millions de dollars EU) à plus de 250 millions de reais (250 millions de dollars EU).

L'approche brésilienne de la vulgarisation est l'antithèse de l'ancien modèle descendant, sous-financé : les services sont conçus pour répondre aux besoins et aux demandes des agriculteurs eux-mêmes. Les faits montrent que plus les services de vulgarisation sont participatifs et bien financés, plus les bénéfices apportés aux clients sont importants.

«En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les agents publics de vulgarisation disent aux agriculteurs ce qu'ils doivent faire, ils ne les consultent pas au préalable pour savoir ce dont ils ont réellement besoin», a déclaré Maria Senar Linibi, présidente de la Fondation des femmes de Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le développement agricole. C'est à peu de choses près ce que l'on observe dans de nombreux autres pays. L'organisation présidée par Mme Linibi a fait figure de précurseur en adoptant une approche dite «les paysans d'abord» (farmers first) dans

© H.Wagner/IFAD

Les agents du projet de vulgarisation expliquent les différentes maladies de la tomate et les méthodes de contrôle des ravageurs aux agriculteurs d'Antanetibe, à Madagascar.

laquelle les agriculteurs établissent eux-mêmes, plutôt que des personnes extérieures, le programme de vulgarisation en fonction des besoins qu'ils ont déterminés. Cela leur a permis d'adopter de nouvelles variétés de cultures et d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs revenus. Cette approche les a en outre encouragés à présenter leurs points de vue au gouvernement et aux décideurs politiques.

Il est désormais largement admis que le mouvement vers des systèmes plus pluralistes, orientés vers la demande, innovants et rentables, dans lesquels les services de conseil sont associés à un meilleur accès au crédit, aux intrants agricoles et aux marchés, permettra d'améliorer le bien-être des petits exploitants agricoles, de réduire la pauvreté en milieu rural et d'accroître la production alimentaire. La section suivante propose une réflexion plus approfondie sur les forces et faiblesses des réformes engagées, et présente les mesures nécessaires pour les rendre plus efficaces au profit des petits exploitants agricoles. ■

"Fini le temps où il y avait un agent de vulgarisation pour 300 agriculteurs. Aujourd'hui, nous avons de la chance s'il y en a un pour trois mille. Nous devons retrousser nos manches et tirer le meilleur parti des maigres ressources dont nous disposons, à travers notamment l'utilisation intelligente de la radio, de la téléphonie mobile et des autres médias."

Doug Ward, président de Farm Radio International, Canada

Repenser l'agenda des réformes

La conférence de Nairobi a examiné l'avenir des services de vulgarisation et de conseil agricoles en se concentrant sur quatre thématiques principales, l'opportunité étant donnée à chaque participant de contribuer aux délibérations.

Au cours des mois précédant la conférence sur les innovations dans les services de vulgarisation et de conseil, le CTA et ses partenaires ont tenu une série de consultations en ligne sur les quatre thématiques principales : politiques, développement des capacités, outils et approches, et réseaux d'apprentissage. Ces consultations ont permis d'établir une synthèse des réflexions actuelles et ont servi de base aux discussions tenues lors de la conférence de Nairobi.

Au cours de la conférence, plus de 60 documents couvrant tous les sujets relatifs à l'évaluation de l'état actuel des services de vulgarisation et de conseil, et aux mesures mises en œuvre ou envisagées pour les renforcer, ont été présentés lors des sessions thématiques. Certains des participants ont pris part aux six sessions sur un thème spécifique, d'autres se sont répartis dans les différents groupes. Tous, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à définir des messages clés qui ont ensuite été présentés lors de la réunion plénière finale. Ces messages sont décrits ci-après.

"La conférence a permis d'identifier des exemples de réussite prouvant qu'une combinaison appropriée de mesures pouvait contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles. Cela requiert un cadre politique qui encourage le pluralisme, la coopération et la concurrence."

ASPECTS POLITIQUES

Les sessions se sont articulées autour de deux questions. D'abord, les améliorations en matière de services de vulgarisation et de conseil peuvent-elles réellement contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? Ensuite, quels enseignements politiques peut-on tirer des deux dernières décennies de réformes ?
Le groupe de travail sur les politiques a répondu positivement à la première question, mais a noté que ces services devraient se conformer à un ensemble de principes directeurs et tenir compte du rôle joué par les petits exploitants agricoles, les pêcheurs et les éleveurs. Le groupe a conclu que les réformes ont largement échoué, dans la mesure où il n'y a pas eu de progrès significatif en matière de responsabilité, d'efficacité, d'autonomisation ou d'impact. Bien plus, la privatisation des services de vulgarisation s'est faite au détriment des petits exploitants

L'une des plus importantes réunions jamais tenues sur la vulgarisation agricole, avec des délégués provenant de 85 pays.

© Tous droits réservés

© F. Mattioli/IFAD

Le rôle du secteur privé dans la fourniture de services intégrés, comme les intrants, a été largement discuté lors de la conférence. Ici, des agriculteurs chargent un pick-up avec des sacs d'engrais devant le magasin La Gina Censeri, en République dominicaine.

3

Nombre de pays d'Afrique subsaharienne – parmi les 27 ayant été étudiés – qui ont introduit des politiques de vulgarisation juridiquement contraignantes.

agricoles et des agences publiques de vulgarisation. Néanmoins, certains des documents présentés lors de la conférence avaient trait à des exemples de réussite où il était prouvé qu'une combinaison appropriée de mesures pouvait contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles. Cela requiert un cadre politique encourageant le pluralisme, la coopération et la concurrence.

Le Brésil offre un exemple incontestable des avantages qui peuvent découler de politiques bien conçues. Le gouvernement brésilien a pris la décision stratégique d'introduire des mesures qui profitent directement aux exploitations familiales. L'approche pluraliste, soutenue par un financement substantiel, a contribué à améliorer la productivité et les revenus agricoles. Le gouvernement a également reconnu la nécessité d'impliquer les agriculteurs dans le processus de formulation des politiques agricoles. En somme, il a mis en pratique la notion «les paysans d'abord».

Le groupe de travail a conclu que les agences publiques de vulgarisation ne devraient pas être impliquées dans la fourniture d'intrants agricoles, tels que les semences et les engrais. L'État a un rôle majeur à jouer dans la coordination et la réglementation des services de vulgarisation et de conseil. Il a également un rôle important à jouer dans la conception de politiques qui encouragent un large éventail d'acteurs – y compris le secteur privé, les ONG et les associations paysannes – à proposer des services intégrés. La coopération est importante, tout comme une saine concurrence, qui devrait conduire à une plus grande efficacité.

Les services de vulgarisation et de conseil doivent mettre l'accent sur l'amélioration du bien-être

© Foods Resource Bank/J.Patrico

Des agriculteurs visitent le projet Nyaani de conservation du sol et de captage de l'eau au Kenya.

des petits exploitants agricoles. Les grandes entreprises commerciales peuvent généralement se permettre de payer au prix du marché les services de conseil dont elles ont besoin. Les politiques publiques, ainsi que les services nationaux de vulgarisation et de conseil, doivent par ailleurs reconnaître qu'agriculture ne signifie pas simplement production de denrées alimentaires, de fibres ou de carburant. Les agriculteurs sont les gardiens des ressources naturelles et les politiques nationales doivent encourager la gestion durable de ces ressources, ainsi que l'adoption de méthodes de production plus efficaces.

Selon une étude présentée lors de la conférence de Nairobi, seuls 3 des 27 pays d'Afrique subsaharienne étudiés ont introduit des politiques juridiquement contraignantes en matière de vulgarisation. Il est en conséquence urgent que des changements politiques et institutionnels se produisent si l'on veut offrir aux petits exploitants des opportunités réalistes et rémunératrices. Il est impératif pour tous les pays de formuler des politiques qui orienteront la fourniture de services de vulgarisation et de conseil. Des enseignements importants doivent être tirés de l'expérience brésilienne, fortement axée sur la conception de politiques destinées à améliorer le bien-être et le rendement des familles d'agriculteurs.

Le regain d'intérêt et les engagements pris pour accroître les investissements dans l'agriculture constituent une opportunité qui vient à point nommé pour offrir des services de vulgarisation et de conseil axés sur les besoins des agriculteurs, participatifs, bien financés, guidés par la demande et orientés vers la performance.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Un certain nombre de facteurs sont responsables de la faible productivité agricole, notamment le manque de connaissances techniques, la faiblesse des compétences entrepreneuriales et un accès limité aux technologies de la communication qui permettraient aux agriculteurs, aux vulgarisateurs et autres de partager leurs informations. En surmontant ces problèmes et en améliorant l'accès aux marchés, il serait possible d'accroître la productivité et les revenus agricoles. D'où l'importance du développement des capacités.

«Autrefois, lorsqu'on parlait de développement des capacités, cela faisait essentiellement référence à la fourniture de connaissances et d'informations techniques aux agriculteurs», a déclaré Kristin Davis, coprésidente de la conférence et animatrice du groupe de travail thématique sur le développement des capacités. «Aujourd'hui, le changement est engagé, et lors de la conférence nous avons examiné les possibilités de développement des capacités dans la perspective des systèmes d'innovation.»

Cela signifie que les vulgarisateurs du futur – ou «nouveaux agents de vulgarisation» – auront une responsabilité qui va au-delà de la fourniture aux agriculteurs d'informations techniques, notamment sur le type de variétés de semences à utiliser, la façon de lutter contre les maladies et les ravageurs ou de produire un meilleur compost. Ils devront aussi acquérir des compétences « transversales », non techniques, qui leur permettront de générer et de promouvoir des innovations, d'améliorer la gestion des associations paysannes et des entreprises agroalimentaires, de former des alliances et des réseaux à partir des différents groupes et individus opérant tout au long des chaînes de valeur.

Le développement et le renforcement des capacités – entendues au sens de capacités du système humain à produire des résultats, à se maintenir et à s'auto-renouveler – est important à de nombreux titres. Les agriculteurs, les agents de vulgarisation des secteurs public et privé, les chercheurs et les journalistes doivent aussi améliorer leurs connaissances et leurs compétences. Outre l'apport de conseils et l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances destinées à accroître la productivité, le développement des capacités peut aider les agriculteurs à tirer parti des opportunités de marché, à s'adapter au changement climatique, à forger de nouveaux partenariats et à apprendre comment utiliser au mieux les technologies de l'information et de la communication (TIC).

On n'insistera jamais assez sur l'importance de l'innovation. Les agriculteurs et autres acteurs impliqués dans la chaîne alimentaire doivent promouvoir l'innovation dans les domaines de la production, de la transformation, de la commercialisation et de la distribution. Cela devrait conduire à une augmentation de la production agricole, à des revenus plus élevés et à une gestion plus durable des ressources naturelles. Cela nécessitera de nouvelles manières de penser et de gérer les choses, et une réelle volonté d'appréhender le changement.

"Nous devons renforcer les capacités à tous les niveaux, améliorer le niveau de formation des agriculteurs, investir davantage dans la formation des agents de vulgarisation et renforcer la capacité des établissements d'enseignement supérieur agricole."

Kahijoro Kahuure, Secrétaire permanent, ministère de la santé et des services sociaux, Namibie

OUTILS ET APPROCHES

Le troisième groupe de travail thématique, présidé par Myra Wopereis-Pura, a examiné deux questions d'importance cruciale. Premièrement, quels outils et approches s'avèrent les plus efficaces quand il s'agit de fournir des services de

© M.Millinga/IFAD

Le renforcement des capacités est important à tous les niveaux des chaînes de valeur. Ici, un travailleur trie et emballe du riz au centre de collecte Magugu à Arusha, en Tanzanie.

vulgarisation et de conseil aux petits exploitants agricoles ? Deuxièmement, dans quelle mesure les «îlots de réussite» peuvent-ils devenir la règle plutôt que l'exception ? En d'autres termes, comment recenser et promouvoir les meilleures pratiques ?

Les «outils» se réfèrent aux technologies utilisées pour transmettre les connaissances et les informations, telles que la radio, les podcasts, les téléphones mobiles et les programmes vidéo. Les «approches» renvoient aux moyens par lesquels de nouvelles connaissances et compétences sont partagées avec les agriculteurs. Différentes approches de formation peuvent être utilisées : les fermiers modèles, les champs-écoles paysans, les centres d'information villageois ou les services questions-réponses – pour n'en citer que quelques-unes.

Les formules les plus concluantes consistent à autonomiser les agriculteurs et les communautés. Elles prennent en considération les cultures et traditions locales, et souvent elles ciblent des groupes spécifiques comme les femmes et les jeunes. Les meilleures approches tendent à être participatives et axées sur la demande, autrement dit, elles répondent aux besoins individuels des agriculteurs et des communautés. Elles impliquent en outre un dialogue constant entre client et prestataire de services, accompagné d'un processus d'apprentissage continu. Les approches qui réussissent aident les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques dans un monde en pleine mutation. Par exemple,

l'introduction de nouvelles variétés ou techniques permettant aux agriculteurs de s'adapter aux variations climatiques ou aux changements des habitudes des consommateurs.

Au cours des deux dernières décennies, une révolution s'est produite dans le secteur des TIC. Les téléphones mobiles sont devenus un outil indispensable pour transmettre aux agriculteurs des connaissances et des informations sur les marchés. Dans le même temps, l'utilisation de la radio et de la télévision a évolué de manière spectaculaire. La prolifération des stations de radio privées et communautaires offre aux agriculteurs un matériel de qualité en langues locales, mais également l'opportunité de participer à l'échange bidirectionnel d'information selon des modalités impensables il y a encore une génération. Les services qu'offrent les radios sont particulièrement importants pour les agriculteurs vivant dans des zones éloignées, où les agents de vulgarisation ne s'aventurent que rarement voire jamais, et où l'accès à Internet est quasi inexistant. Ces services sont aussi hautement rentables.

Chaque outil possède sa propre niche, ses avantages et ses inconvénients. Les initiatives réussies en matière de TIC reposent généralement sur les capacités et les connaissances actuelles des agriculteurs et des entrepreneurs. Souvent, différents outils peuvent être combinés à bon escient. Par exemple, certains projets de vulgarisation ont intégré l'utilisation des services SMS, de l'Internet et de la radio. Néanmoins, il existe trop d'exemples de projets basés sur les TIC qui ont bien fonctionné mais qui n'ont pas survécu à l'interruption de leur financement. Les projets de ce type devraient donc être conçus dans une optique de développement durable.

Les avantages offerts par les TIC ne doivent toutefois pas profiter qu'aux paysans les plus aisés. Les services de vulgarisation basés sur les TIC devraient davantage cibler les femmes et les populations pauvres, et une attention particulière devrait être accordée à leur durabilité lorsque leur gestion est confiée aux communautés locales.

500 millions

Nombre actuel de téléphones mobiles en Afrique. En 1998, il y en avait moins de 4 millions.

© IICD

Les services SMS permettent à des agriculteurs, en Zambie, de communiquer leurs réactions à un programme radio sur l'agriculture, en indiquant quels sujets ils aimeraient voir aborder. L'émission, soutenue par l'IICD, est diffusée deux fois par semaine dans huit langues différentes.

RÉSEAUX D'APPRENTISSAGE

L'innovation résulte d'une action collective, de l'apprentissage par la pratique et du partage des connaissances et des expériences. En fait, un réseau d'apprentissage se définit plus ou moins comme un groupe divers de personnes et d'organisations qui partagent volontiers leurs connaissances et leurs expériences. Ces réseaux peuvent revêtir de nombreuses formes, des communautés de pratique aux dispositifs qui réunissent des agriculteurs, des agents de vulgarisation et d'autres acteurs impliqués dans la production et la vente de biens et services agricoles.

La plupart des services de vulgarisation et de conseil – qu'ils soient privés ou publics – proposent généralement des connaissances et des informations techniques aux agriculteurs. Ces services manquent pour la plupart des compétences nécessaires pour promouvoir un processus d'apprentissage interactif qui stimule et encourage l'innovation. De plus, ils décident souvent

unilatéralement du type d'information et d'aide dont les agriculteurs ont besoin. Cette approche descendante comporte des faiblesses et a été largement discréditée.

Les services de vulgarisation et de conseil ne doivent pas perdre de vue que l'innovation continue repose sur l'action collective et le partage des connaissances. Par exemple, un groupe d'agriculteurs pourrait décider de cultiver une nouvelle variété de tomate ou d'aubergine pour répondre à une opportunité de marché, ce qui entraînerait de nouvelles techniques de production. Le succès d'un nouveau projet dépend également d'autres groupes d'acteurs impliqués dans le secteur agroalimentaire – transporteurs, transformateurs, négociants – qui vont acquérir de nouveaux équipements, concevoir de nouvelles étiquettes, trouver de nouveaux marchés, etc. En bref, il reposera sur des organisations et des individus coopérant ensemble et apprenant collectivement au sein d'un «pôle d'entreprises agroalimentaires» ou d'une «plateforme d'innovation».

Des débats de Nairobi, il est ressorti la nécessité de mieux comprendre comment on peut promouvoir et faciliter l'apprentissage interactif de manière rentable. Cela peut impliquer de mettre sur pied des partenariats public-privé. Une documentation appropriée et un partage des enseignements tirés par les réseaux existants s'avèrent certainement nécessaires.

© IICD

La connaissance, c'est le pouvoir. La diffusion d'une émission radiophonique sur les technologies de l'information et de la communication pour le développement (ICT4D) en Zambie. La vulgarisation a besoin des médias.

Le groupe de travail sur les réseaux d'apprentissage a formulé quatre recommandations principales.

1. Les services de vulgarisation et de conseil devraient élaborer des mécanismes permettant aux producteurs et autres clients de réfléchir sur l'intérêt des services offerts et d'exprimer clairement leurs besoins.

2. Des efforts accrus devraient être déployés pour renforcer la capacité des services de conseil à soutenir l'apprentissage interactif tout au long des chaînes de valeur et au sein des pôles agroalimentaires.

3. Les services de vulgarisation et de conseil ne doivent pas tenter de remplacer les initiatives existantes en matière d'innovation ; ils doivent en revanche faire en sorte de soutenir ces initiatives et de répondre à leurs besoins.

4. Enfin, des efforts supplémentaires devront être faits pour établir des liens entre les réseaux d'apprentissage locaux et ceux implantés au niveau des districts et à l'échelon national et régional. ■

Une déclaration d'intention

L'agriculture à petite échelle continuera à jouer un rôle vital dans la plupart des pays en développement. Cependant, pour atteindre leur plein potentiel, les agriculteurs ont besoin du meilleur accès possible à la connaissance et à l'information. La Déclaration de Nairobi – le texte clé de la conférence – définit et décrit le type de services de vulgarisation nécessaires en ces temps difficiles.

© Tous droits réservés

Les délégués à la conférence ont eu l'opportunité d'élaborer la Déclaration de Nairobi.

La conférence de Nairobi a été un événement d'une importance considérable et d'une ampleur sans précédent. « Ce n'était certainement pas une conférence ordinaire », a déclaré Ibrahim Mayaki, directeur général de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, dans son discours de clôture. « L'un des objectifs majeurs de la conférence était d'établir une coalition d'intérêts différents, et en cela ce fut un succès. »
Au cours de la conférence, le comité organisateur a supervisé l'élaboration du projet de Déclaration de Nairobi sur les services de vulgarisation et de conseil agricoles, qui a été présentée en session plénière lors de la cérémonie de clôture. Tous les participants à la conférence ont été invités à apporter leurs conseils et exprimer leur avis au moment de la finalisation du document. La Déclaration de Nairobi présente un résumé succinct de l'état actuel des services de vulgarisation et de conseil, et les mesures requises pour améliorer leur performance.

EN VOICI LES PRINCIPAUX POINTS

Les participants à la conférence se sont accordés à reconnaître que l'agriculture à petite échelle et l'agriculture familiale occupent une place prépon-

La vulgarisation peut et doit jouer un rôle important pour améliorer l'accès des agriculteurs et des entrepreneurs aux connaissances, au crédit, aux intrants et aux marchés

Les services de vulgarisation et de conseil continueront de jouer un rôle crucial en aidant les petits exploitants agricoles à améliorer leurs rendements et leurs revenus.

dérante dans la plupart des pays en développement. En outre, les services de vulgarisation et de conseil peuvent et doivent jouer un rôle important pour améliorer l'accès des agriculteurs et des entrepreneurs aux connaissances, au crédit, aux intrants et aux marchés tout au long des chaînes de valeur, et ils ont le potentiel pour aider les agriculteurs à améliorer leur productivité et leurs revenus. Il est urgent d'établir une coalition de groupes issus de la société civile et des secteurs privé et public pour faire campagne en faveur d'une revitalisation des services de vulgarisation et de conseil agricoles.

Si, au cours des dernières décennies, les associations paysannes, les chercheurs, les agences de vulgarisation ainsi que d'autres acteurs ont tenté d'élaborer des solutions imaginatives pour redonner vie aux services de vulgarisation, les résultats obtenus sont mitigés. Nombre de politiques, stratégies et approches en matière de vulgarisation n'ont pas permis d'accroître la production agricole ni d'améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales. Il est urgent d'engager une réforme politique et institutionnelle, d'augmenter les investissements et de créer des services de vulgarisation participatifs, orientés vers la demande et axés sur la performance.

La Déclaration de Nairobi appelle tous ceux qui sont impliqués dans des services de vulgarisation et de conseil agricoles – gouvernements nationaux, agents de vulgarisation, associations paysannes et donateurs internationaux – à travailler ensemble pour réaliser un certain nombre d'objectifs.

Premièrement, ils devront développer de manière participative des politiques et des stratégies claires en matière de vulgarisation. Deuxièmement, ils devront plaider en faveur d'un financement accru des services de vulgarisation et de conseil, et promouvoir des mécanismes qui assurent la prestation durable et efficace de services interreliés de qualité. Troisièmement, les partenaires de la coalition devront promouvoir et faciliter un processus continu de renforcement des capacités et d'apprentissage, et encourager une utilisation plus large des TIC et des médias. Quatrièmement, les partenaires devront élaborer et mettre en œuvre des processus participatifs de suivi-évaluation des services de vulgarisation et de conseil.

La Déclaration de Nairobi vaudra-t-elle plus que le prix du papier sur lequel elle est écrite ? C'est du moins ce que croient les organisateurs de la conférence. « Mon organisation, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), ainsi que d'autres organisations telles que le Forum africain des services de conseil agricole (AFAAS), utiliseront cette Déclaration pour promouvoir les réformes », affirme Myra Wopereis-Pura. « La Déclaration propose une approche commune et donne des orientations claires sur ce qui doit être fait pour améliorer les services de vulgarisation. » Kristin Davis, secrétaire exécutive du Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), pense également que la Déclaration de Nairobi s'avérera être un document précieux. « Nous pouvons envoyer la Déclaration aux décideurs politiques et leur dire : "Regardez, c'est un problème important et ce sont de telles mesures qu'il faut mettre en œuvre si nous voulons améliorer le bien-être et la productivité des petits exploitants agricoles et de leur famille". »

3 000

Le nombre d'agriculteurs par agent de vulgarisation dans de nombreux pays en développement. Ce chiffre avoisinait dans le passé les 300.

"Dans le monde des affaires, le client est roi, mais, dès lors que l'on parle d'agriculteurs, le « client » a tendance à être manipulé. Il convient d'avoir un comportement plus respectueux vis-à-vis des agriculteurs et de leur famille, et nous devons reconnaître l'importance de leur rôle en tant que producteurs de denrées alimentaires et créateurs de richesses du secteur privé."

Mamadou Cissokho, membre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS), Sénégal

© A.Johnstone/Panos

Les fruits du succès. Les services de vulgarisation et de conseil peuvent contribuer à mettre en relation les agriculteurs, comme ces producteurs d'oranges en Éthiopie, avec des marchés rentables.

Dans son discours de clôture, M. Michael Hailu, directeur du CTA, a fait remarquer que les différents acteurs des services de vulgarisation et de conseil ont tendance à opérer au sein de leur propre petit cercle d'intérêt, avec les chercheurs dialoguant entre eux, les vulgarisateurs s'adressant aux vulgarisateurs, de même pour les responsables politiques. « À travers cette conférence, nous avons essayé de créer un environnement au sein duquel tout le monde, quel que soit son intérêt ou sa profession, communique ouvertement avec tout un chacun », a-t-il déclaré. « C'est pourquoi il a été si important d'établir cette coalition. »

Au cours des prochaines années, les partenaires de la conférence continueront d'offrir une plateforme permettant de débattre des mesures et des réformes nécessaires pour améliorer et revitaliser les services de vulgarisation et de conseil dans le monde. ■

"Le rôle des services de vulgarisation et de conseil s'élargit et inclut maintenant des questions relatives aux zones rurales qui vont au-delà de l'agriculture. Cela requiert des conseillers bien équipés, capables de travailler en réseau à l'échelon national, régional et international, mais aussi de faciliter l'apprentissage et l'innovation."

Silim Mohammed Nahdy, directeur exécutif de l'AFAAS et président du GFRAS, Ouganda

Déclaration de Nairobi sur les services de vulgarisation et de conseil

NOUS, PLUS DE 400 PARTICIPANTS comprenant des professionnels de la vulgarisation des secteurs public et privé et des organisations de la société civile, des agriculteurs, des décideurs politiques et des représentants de la communauté de recherche et de développement, du milieu universitaire, du secteur privé, des organismes donateurs, des institutions financières et des médias de 75 pays, avons participé à Nairobi, au Kenya, du 15 au 18 novembre 2011, à une conférence internationale intitulée « Innovations dans les services de vulgarisation et de conseil : Mettre les connaissances au service des politiques et des actions en faveur de l'alimentation et des moyens de subsistance».

RECONNAISSANT :

• que l'agriculture à petite échelle et l'agriculture familiale sont les contributeurs principaux à la production agricole dans la plupart des pays en développement et ont, par conséquent, un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration des moyens de subsistance, et dans la la lutte contre le changement climatique ;
• que dans des systèmes d'innovation dynamiques, la vulgarisation joue un rôle indispensable de facilitateur et d'intermédiaire entre, d'une part, les prestataires de services et les organismes d'appui et, d'autre part, les petits exploitants agricoles et les autres entrepreneurs, notamment les femmes et les jeunes ;
• que des services de vulgarisation et de conseil efficaces contribuent à renforcer la capacité des petits exploitants agricoles à tirer profit des opportunités réalistes et rémunératrices à travers l'accès aux connaissances, au crédit, aux marchés et autres services connexes ;
• qu'une coalition d'acteurs du secteur privé, du secteur public et de la société civile au niveau national, régional et international s'avère nécessaire pour revitaliser et moderniser les services de vulgarisation et de conseil en vue d'appuyer le processus d'innovation dans le secteur de l'agriculture.

NOTANT :

• que la conférence a suscité beaucoup d'intérêt, mobilisé de nombreux acteurs et démontré la nécessité de développer davantage les services de vulgarisation et de conseil dans le cadre de l'agenda du développement agricole mondial ;
• que, en réponse au désarroi causé par le sous-investissement dans les services de vulgarisation et de conseil, les professionnels de la vulgarisation, les associations paysannes, les chercheurs, les décideurs politiques et les partenaires du développement tentent d'élaborer des solutions imaginatives pour redonner vie à la vulgarisation ;
• qu'une pléthore de politiques, de stratégies et d'initiatives orientées vers la demande, spécifiques au contexte, prenant en compte l'équité hommes-femmes et intelligentes face au climat, sont en train de voir le jour ;
• que ces multiples politiques, stratégies et approches ne sont pas encore parvenues à l'impact souhaité sur les secteurs agricole et rural ;
• que des changements politiques et institutionnels s'avèrent plus que jamais nécessaires afin d'offrir des opportunités réalistes et rémunératrices aux petits exploitants agricoles ;
• que le financement national des services de vulgarisation et de conseil demeure faible et variable ;
• que le regain d'intérêt suscité tant au niveau national, continental qu'international et les engagements pris pour accroître les investissements dans l'agriculture constituent une opportunité unique de mettre en place des services de vulgarisation et de conseil axés sur les besoins des agriculteurs, participatifs, bien financés, guidés par la demande et performants.

AFFIRMANT :

• la nécessité de mettre en place des politiques, stratégies et initiatives nationales de vulgarisation agricole qui soient inclusives, spécifiques au contexte et contribuent à la réalisation des objectifs de développement au niveau national, continental et international ;
• la nécessité d'un renforcement des capacités, d'une meilleure coordination et d'un plus grand professionnalisme dans les services de vulgarisation et de conseil ;
• la nécessité d'améliorer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), à la fois nouvelles et anciennes, ainsi que l'engagement des médias à accroître la portée et l'impact des services de vulgarisation et de conseil.

NOTANT ÉGALEMENT QUE :

• l'incapacité à clarifier les rôles et les responsabilités des différents acteurs et prestataires de services, mais aussi à mettre en place des mécanismes de collaboration, pourrait compromettre l'efficacité des services de vulgarisation et de conseil et avoir des conséquences néfastes pour l'agriculture, le développement des zones rurales, l'agriculture familiale et les petits exploitants agricoles, notamment chez les femmes et les jeunes.

NOUS APPELONS L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES, y compris les gouvernements, les professionnels de la vulgarisation, les associations paysannes, les organismes régionaux et internationaux, le secteur privé, la société civile, les partenaires du développement, ainsi que les donateurs, à unir leurs forces pour :

• Élaborer, de manière participative, des politiques et des stratégies claires en matière de services de vulgarisation et de conseil, et mettre en place des mécanismes de coordination et d'assurance qualité.
• Plaider pour un financement accru dans le cadre des budgets nationaux, définir et instaurer des mécanismes de financement public, privé et par les donateurs garantissant la durabilité, le partage des risques et une utilisation efficace des fonds alloués afin d'offrir des services de qualité guidés par la demande.
• Promouvoir et faciliter le renforcement continu des capacités, l'apprentissage et la prospective, ainsi qu'un usage plus large des TIC et des médias, qui prennent en compte la dimension culturelle et la question du genre dans la prestation des services de vulgarisation et de conseil, de sorte que des millions de petits exploitants agricoles voient leur position renforcée tout au long de la chaîne de valeur.
• Développer et mettre en œuvre des processus participatifs de suivi-évaluation, d'évaluation d'impact et de recherche en matière de vulgarisation afin de promouvoir l'apprentissage, la responsabilité, l'efficacité et l'autonomisation.

La coalition de partenaires établie lors de la conférence demeure engagée à promouvoir et mettre en place des services de vulgarisation et de conseil efficaces en faveur du développement agricole et rural.

Les participants appellent donc les organisateurs de la conférence à continuer d'offrir, à différents niveaux, des plates-formes permettant aux professionnels de la vulgarisation, aux chercheurs et aux exploitants agricoles de se réunir, d'échanger et de mobiliser leurs connaissances et leurs ressources – terres, eau et ressources génétiques – au service de la sécurité alimentaire dans le monde.

Fait le 18 novembre 2011
Nairobi, Kenya

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des Etats du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Pour plus d'informations sur le CTA, visitez www.cta.int.

© CTA 2012

Des services de vulgarisation et de conseil modernisés afin d'offrir aux agriculteurs un avenir meilleur

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE (CTA)
P.O. Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
www.cta.int